

# Colère !

**Cela fait douze jours que l'usine chimique Lubrizol est partie en fumée. En haut lieu, on espérait bien que l'engorgement des médias par d'autres sujets ferait diversion. Mais ce mardi 8 octobre, la population de Rouen manifeste à nouveau à l'appel de nombreuses organisations syndicales (dont les unions départementales CGT et FO) et politiques, d'associations. Il y a une semaine, elle criait déjà sa colère par milliers devant la préfecture. Colère devant les mensonges d'État.**

**C**astaner avait déclaré quelques heures après l'incendie qu'il n'y avait pas « *de dangerosité particulière* » ; « *il n'y a pas de polluants anormaux* », « *pas de problème sanitaire* », avait martelé à sa suite la ministre de l'Écologie, Élisabeth Borne, dans la foulée de plusieurs autres ministres. Pas de danger ? Le gouvernement interdisait, trois jours plus tard, la récolte de tous les produits agricoles dans 112 communes en Normandie ainsi que dans l'Aisne, l'Oise et la Somme ! « *Ils se f... de nous, ils cachent quelque chose !* », se dit à bon droit la population.

Aujourd'hui encore, l'air est puant, par vagues. Les familles, les élèves, les salariés, continuent d'être incommodés, d'avoir des malaises. Les sols, les jardins, les terres, sont pollués. 224 personnes sont passées aux urgences hospitalières « en lien » avec l'incendie (selon *Le Journal du dimanche*, 6 octobre).

Et les mensonges d'État continuent. Le préfet avait parlé de 5 253 tonnes de produits brûlés et avait prétendument donné le détail de tous les produits. On apprend le 4 octobre que les entrepôts de Normandie Logistique, voisins de Lubrizol, ont également brûlé sans que l'on connaisse les milliers de tonnes de produits chimiques partis en fumée qui y étaient stockés !

C'est le gouvernement Macron et ses prédécesseurs qui organisent méthodiquement la déréglementation au profit des multinationales sur les sites Seveso. « *18 196 inspections ont été réalisées sur les sites sensibles en France en 2018 contre 30 000 en 2006* », rappelle l'ex-ministre de l'Écologie Delphine Batho. Et le gouvernement Macron programme la suppression de 5 % des effectifs au ministère de l'Écologie d'ici à 2022, entraînant toujours moins de contrôles et toujours plus de profits pour les multinationales au péril de la santé et de la vie de toute la population !

Colère contre les mensonges d'État à Rouen ; colère, rage, à Bobigny aussi, contre le ministre Blanquer et ses contre-réformes, où des milliers d'enseignants ont manifesté le 3 octobre après le suicide d'une directrice d'école.

Le politologue Jérôme Jaffré résume la préoccupation extrême qui saisit les sommets dans cette situation générale, parlant de « *giletjaunisation de la société française* » et de « *luttés qui se déplacent vers le terrain social et un face-à-face frontal entre le pouvoir et le pays* ».

Face à un gouvernement, des institutions qui n'hésitent pas à user des pires procédés (répression des Gilets jaunes, de la jeunesse et des manifestations syndicales, dénonciation des immigrés, etc.) pour poursuivre ses contre-réformes destructrices, une conviction s'exprime parmi les travailleurs, les militants, dès qu'ils en ont l'occasion : « Il faut les arrêter ! »

Chaque semaine lisez *Informations ouvrières* !  
Abonnez-vous !